

**N° DP 24/702**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **CONVENTION DE TRANSFERT DE GESTION CONSENTIE AU MINISTRE DES ARMÉES RELATIVE A DEUX PLACES DE STATIONNEMENT A TOULON AVENUE JEAN MOULIN**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la convention signée en date du 2 août 1973 entre la Ville de Toulon et la Marine Nationale,

**VU** la convention de transfert de gestion, ci-annexée,

**CONSIDERANT** que par convention signée en date du 2 août 1973, il a été convenu entre la Ville de Toulon et la Marine Nationale de la mise à disposition, à titre gracieux, de 100 places de stationnement dans le parking souterrain de la place d'Armes à Toulon et de 80 places de stationnement hors du parking, en contrepartie de l'acquisition du terrain d'assiette du parking de la Place d'Armes,

**CONSIDERANT** que dans ce contexte, deux places de stationnement ont été mises à disposition par la Commune de Toulon devant le cercle naval, sis à Toulon (83000) avenue Jean Moulin, sans que cette mise à disposition n'ait fait l'objet d'un acte complémentaire à la convention,

**CONSIDERANT** qu'en date du 1<sup>er</sup> janvier 2018, les compétences de voirie et de stationnement ont été transférées à la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**CONSIDERANT** que le Ministère des Armées a sollicité la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour bénéficier d'un transfert de gestion qui permettra d'acter la mise à disposition de ces places de stationnement,

**CONSIDERANT** que pour ces raisons, il est proposé d'établir un transfert de gestion à titre gracieux au profit du Ministère des Armées relatif à ces deux places de stationnement d'une surface totale de 20 m<sup>2</sup> situées à Toulon (83000) avenue Jean Moulin, au droit du Cercle Naval pour une durée de 12 ans qui cessera de plein droit dès que la cession de ces places transférées aura eu lieu,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** la convention de transfert de gestion consentie à titre gracieux au profit du Ministère des Armées relative à deux places de stationnement d'une surface totale de 20 m<sup>2</sup> situées à Toulon (83000) avenue Jean Moulin, au droit du Cercle Naval pour une durée de 12 ans qui cessera de plein droit dès que la cession de ces places transférées aura eu lieu.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

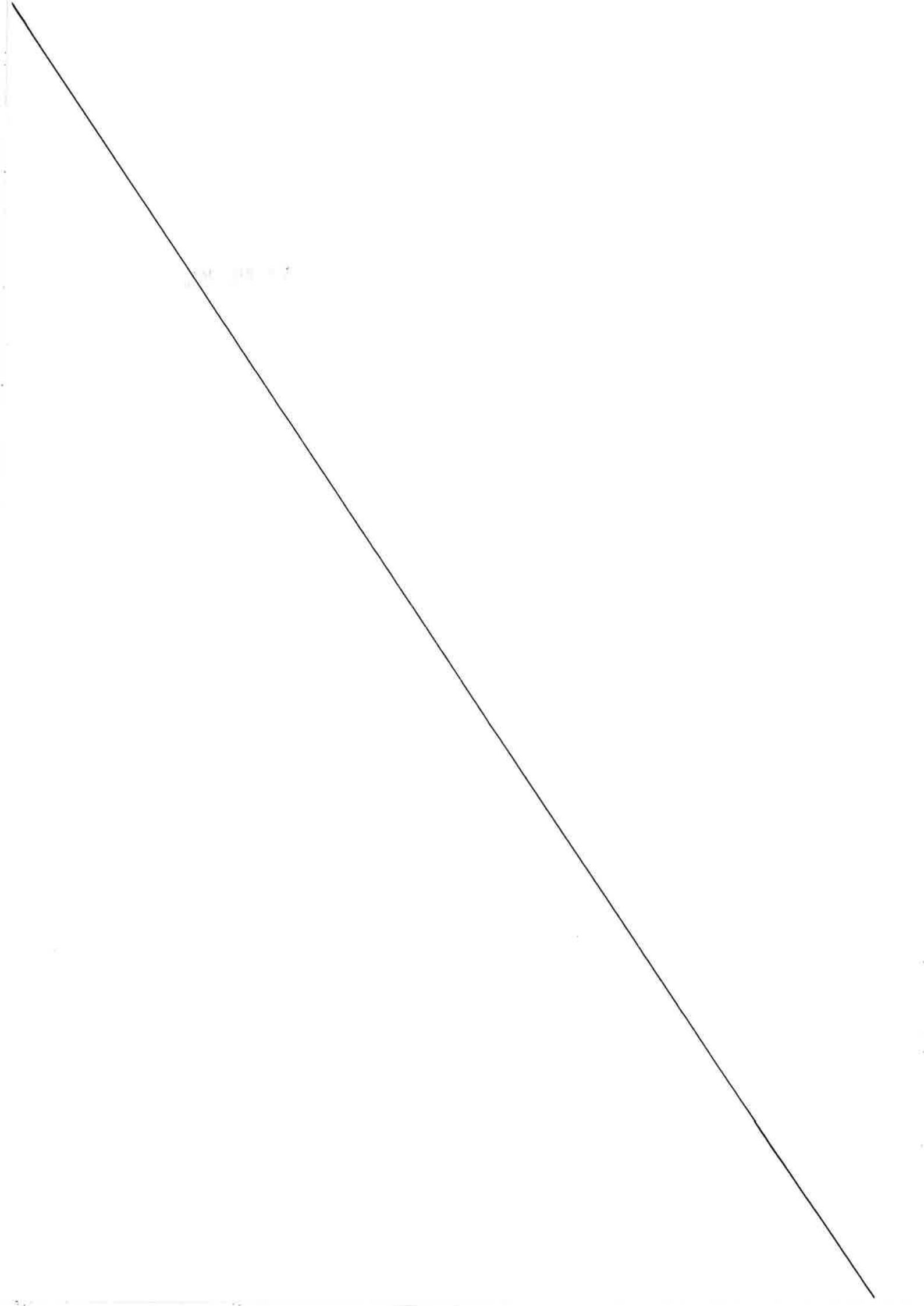
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **31 JUL. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée





**TRANSFERT DE GESTION  
RELATIF A DEUX PLACES DE STATIONNEMENT  
AVENUE JEAN MOULIN – COMMUNE DE TOULON  
DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
AU MINISTERE DES ARMEES**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**Vu** le Code des Transports,

**Vu** le décret n° 2017-1758 du 26/12/2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**Vu** les délibérations du Conseil Métropolitain n° 23/05/75 du 04 mai 2023 relative à l'élection de son Président et n° 23/05/78 du 04 mai 2023 portant délégations au Bureau et au Président,

**Entre**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée 107, bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision Président n°

Ci-après dénommée « La Métropole »

**D'une part**

ET

L'État Français représenté par le directeur départemental des finances publiques du Var, service local du Domaine, représenté par M Jean-Michel BLANCHARD, agissant en vertu d'un arrêté préfectoral n° 2023/58/MCI en date à TOULON du 21/08/2023, portant délégation de signature dont copie est jointe à la chaîne des pouvoirs annexée, lui-même représenté à l'acte par Madame Marie-Christine BELLUOT, Inspectrice divisionnaire des finances publiques, domiciliée dans le cadre de ses fonctions place Besagne, CS 91409, 83056 Toulon, suivant subdélégation de signature du 21 août 2023 publié le 23 août suivant au RAA n° 159

Assisté du Ministère des Armées, Direction des Territoires, de l'Immobilier et de l'Environnement, domicilié 60, boulevard du Général Martial Valin, CS 21623, 75509 Paris Cedex 15, représenté par sa Directrice, Madame Sylviane BOURGUET,

Ci-après dénommée « le Bénéficiaire »,

**D'autre part**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Par convention signée en date du 02 août 1973, il a été convenu entre la Ville de Toulon et la Marine Nationale de la mise à disposition, à titre gracieux, de 100 places de stationnement dans le parking souterrain de la place d'Armes à Toulon et de 80 places de stationnement hors du parking, en contrepartie de l'acquisition du terrain d'assiette du parking de la Place d'Armes, par la Commune.

Dans ce contexte, deux places de stationnement ont donc été mises à disposition par la Commune de Toulon devant le cercle naval, sis à Toulon, 29 avenue Jean Moulin mais n'ont pas fait l'objet d'un acte complémentaire à la convention.

En date du 1<sup>er</sup> janvier 2018, les compétences de voirie et de stationnement ont été transférées à la Métropole.

Le Ministère des Armées a sollicité la Métropole pour bénéficier d'un transfert de gestion qui permettra d'acter la mise à disposition de ces places de stationnement. Le transfert de gestion objet du présent acte sera suivi prochainement par un acte de cession des emplacements de stationnement au profit de l'État.

Pour ces raisons il est proposé d'établir un transfert de gestion à titre gracieux au profit du Ministère des Armées relatif à ces deux places de stationnement d'une surface totale de 20 m<sup>2</sup> situées à Toulon, avenue Jean Moulin, au droit du Cercle Naval.

**Il est donc convenu ce qui suit :**

## **TITRE PREMIER**

### **OBJET ET DUREE DU TRANSFERT**

#### **ARTICLE 1 - OBJET DU TRANSFERT :**

La présente convention a pour objet de régler les conditions et les modalités selon lesquelles la Métropole transfère, conformément à l'article L2123-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, au Ministère des Armées la gestion d'une partie du domaine public (ci-après désignée « les espaces transférés ») située à Toulon, avenue Jean Moulin.

#### **ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES ESPACES TRANSFERES**

Les espaces transférés sont constitués de deux places de stationnement d'une superficie totale de 20 m<sup>2</sup> située à Toulon, avenue Jean Moulin au droit du Cercle Naval.

Le périmètre des espaces transférés figure sur le plan annexé à la présente convention.

#### **ARTICLE 3 – AFFECTATION DES ESPACES TRANSFERES**

Le transfert de gestion est convenu pour permettre au Bénéficiaire d'entretenir, de gérer et d'aménager les places de stationnement.

#### **ARTICLE 4 - DUREE DU TRANSFERT DE GESTION :**

La durée du transfert de gestion est fixée à 12 ans, à compter du 1er janvier 2025.

Il cessera de plein droit le jour de la signature de l'acte de cession des espaces transférés au profit du Ministère des Armées.

## **TITRE II**

### **CONDITIONS FINANCIERES**

#### **ARTICLE 5 - REDEVANCE :**

Le transfert de gestion est accordé à titre gracieux eu égard à la convention signée en date du 02 août 1973 dans laquelle il a été convenu entre la Ville de Toulon et la Marine Nationale la mise à disposition à titre gracieux de 100 places de stationnement dans le parking souterrain de la place d'Armes à Toulon et de 80 places de stationnement hors du parking de la place en contrepartie de l'acquisition du terrain d'assiette du parking de la Place d'Armes.

#### **ARTICLE 6 - IMPOTS :**

Le Bénéficiaire supporte seul la charge de tous les impôts et notamment les taxes foncières auxquels sont ou pourraient être assujettis les espaces transférés.

Le paiement interviendra directement auprès du Trésorier municipal de Toulon, au prorata de la superficie occupée si les taxes sont globalisées et demandées à la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

## **TITRE III**

### **ENTRETIEN DES ESPACES TRANSFERES ET EXECUTION DES TRAVAUX**

#### **ARTICLE 7 - TRAVAUX REALISES PAR LE BENEFICIAIRE :**

Les places de stationnement sont équipées d'arceaux et d'une signalisation verticale permettant de matérialiser la privatisation du domaine public.

Si des travaux complémentaires sont nécessaires, le Bénéficiaire est tenu de soumettre le projet à l'agrément de la Métropole, sans que cet agrément puisse engager la responsabilité de celle-ci. L'absence de réponse de la Métropole dans un délai de 30 jours à compter de sa saisine vaudra accord sur le projet.

Le Bénéficiaire devra également se conformer aux exigences de la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne le code de la route.

#### **ARTICLE 8 - TRAVAUX REALISES PAR LA METROPOLE :**

Dans le cas où des travaux sont décidés, soit dans l'intérêt de l'exploitation de la voirie, soit pour parfaire son aménagement, soit pour tout autre motif d'intérêt général, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se réserve le droit de les faire exécuter si besoin est.

Le Bénéficiaire, sauf travaux d'urgence, en sera toutefois informé par courrier un mois au moins avant le commencement des travaux. Ce courrier précisera la nature de ces travaux, la date de réalisation, la durée prévisible, les contraintes et restrictions susceptibles d'être constatées (arrêt temporaire d'exploitation, modification des accès, précautions particulières, consignes de sécurité...).

Dans ces éventualités, le bénéficiaire ne peut s'opposer à l'exécution des travaux, ni prétendre à aucune indemnité pour pertes, dommages, troubles de la jouissance, préjudices commerciaux.

Le bénéficiaire se réserve toutefois le droit d'exercer une action récursoire en cas de perte de l'usage des emplacements de stationnement sur une période de plusieurs mois, et d'échec de toute tentative de négociation.

#### **ARTICLE 9 – ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES ESPACES TRANSFERES :**

Tous les travaux d'entretien, de maintenance et de nettoyage des espaces transférés visés à l'article 2 sont à la charge du Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire est tenu d'exécuter toutes les réparations, quelle qu'en soit l'importance, tous les travaux nécessaires pour maintenir les lieux en bon état d'entretien et d'usage, y compris les constructions et installations qu'il a lui-même réalisées.

En particulier, le Bénéficiaire ne pourra entreposer sur l'espace transféré aucun conteneur d'ordures ménagères, tri sélectif ou autre encombrant.

Les ouvrages ainsi que leurs abords doivent présenter en tout temps un aspect soigné. Un état des lieux sera réalisé au moment de la prise de possession des lieux par le Bénéficiaire.

En cas de retard du Bénéficiaire à exécuter ses obligations visées au présent article, la Métropole pourra faire réaliser les réparations, après mise en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception restée en tout ou partie sans effet pendant un délai d'un mois, lesdites réparations étant réalisées aux frais, risques et périls exclusifs du Bénéficiaire et sous réserve de tous droits et recours de la Métropole.

### **TITRE IV**

#### **CONDITION D'EXPLOITATION DES ESPACES TRANSFERES**

##### **ARTICLE 10 - CONDITIONS GENERALES :**

La présente convention n'est pas soumise aux dispositions des articles L 145-1 à L145-60 du Code du Commerce et ne confère pas la propriété commerciale.

Le Bénéficiaire pourra autoriser des personnes publiques ou privées à occuper les biens mis à disposition, pour la durée de validité du présent transfert de gestion.

Le sous-occupant sera tenu de respecter l'ensemble des obligations résultant du présent transfert de gestion

##### **ARTICLE 11 - DISPOSITIONS GENERALES A LA CHARGE DU BENEFICIAIRE :**

Le Bénéficiaire s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour donner en tout temps libre accès en tout point de la zone aux agents chargés du contrôle, notamment ceux de la Métropole.

Il est tenu de se conformer aux lois, règlements et règles existants ou à venir. Il doit en particulier obtenir les autres autorisations nécessaires résultant des lois, règlements et règles notamment en ce qui concerne l'utilisation du domaine public.

##### **ARTICLE 12 – RESPONSABILITES DU BENEFICIAIRE**

En cas de travaux, le Bénéficiaire est tenu d'enlever les dépôts de toute nature et les ouvrages provisoires et de réparer immédiatement les dommages qui auraient pu être causés



au domaine public ou à ses dépendances, en se conformant aux instructions qui lui seront données par les représentants de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

En cas d'inexécution, il peut y être pourvu d'office et à ses frais.

Le Bénéficiaire veillera par ailleurs au respect environnemental du site.

Il supportera également, sauf recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers en raison des travaux de toute nature ou de l'utilisation des parcelles transférées.

### **ARTICLE 13 - EXCLUSION DE RESPONSABILITE**

En aucun cas, la responsabilité de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne pourra être recherchée pour quelle que cause que ce soit, en cas de dommages subis ou causés par l'exploitation ou par l'existence même des ouvrages objets du transfert de gestion.

La Métropole ne pourra être tenue pour responsable des dégradations, vols, ou détournements concernant les biens transférés.

Le Bénéficiaire ne pourra élever aucune réclamation ou contestation du fait de l'établissement ou de l'exploitation d'autres ouvrages et activités autorisées par la Métropole à proximité du périmètre de la zone faisant l'objet du transfert de gestion.

En outre, il ne pourra prétendre à aucune indemnisation en raison de l'état des dépendances et installations du domaine public, des troubles et interruptions qu'apporterait éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ou de la régie du port sur les locaux, bâtiments ou terrains à proximité.

Le Bénéficiaire, sauf travaux d'urgence, en sera toutefois informé par courrier un mois au moins avant le commencement des travaux. Ce courrier précisera la nature de ces travaux, la date de réalisation, la durée prévisible, les contraintes et restrictions susceptibles d'être engendrées (arrêt temporaire d'exploitation, modification des accès, précautions particulières, consignes de sécurité...).

### **ARTICLE 14 - ASSURANCES :**

En application du principe selon lequel l'État est son propre assureur, le Bénéficiaire garantit tous les risques encourus dans le cadre des activités menées sur le site occupé.

Les garanties sont les suivantes :

- responsabilité civile (art. 1242 du code civil) : dommages matériels causés aux tiers, sans limitation de somme, dommages corporels causés aux tiers, sans limitation de somme ;
- responsabilité du fait des choses (article 1242 du Code Civil) ;
- défense et recours ;

Le Bénéficiaire renonce à tout recours contre la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

#### **Sinistre :**

En cas de sinistre, le Bénéficiaire aura l'obligation d'entreprendre dans les meilleurs délais la réparation de dommages ou la reconstitution du bien.

## **ARTICLE 15 – INFORMATIQUE ET LIBERTES :**

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre du présent contrat font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées au mandataire par le présent contrat. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à l'agence, aux coordonnées ci-dessus.

## **ARTICLE 16 – ELECTION DE DOMICILE :**

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile aux adresses indiquées en tête des présentes et s'engagent à informer l'autre partie de tout changement d'adresse.

## **ARTICLE 17 – ANNEXES :**

Le préambule et l'annexe à la présente remise en gestion font parties intégrantes du présent acte de remise en gestion et ont valeur contractuelle :

- Annexe 1 : plan des lieux

## **ARTICLE 18 – CONTESTATION :**

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges concernant l'interprétation ou l'exécution de la présente remise en gestion.

Fait à Toulon, le

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Jean Pierre GIRAN

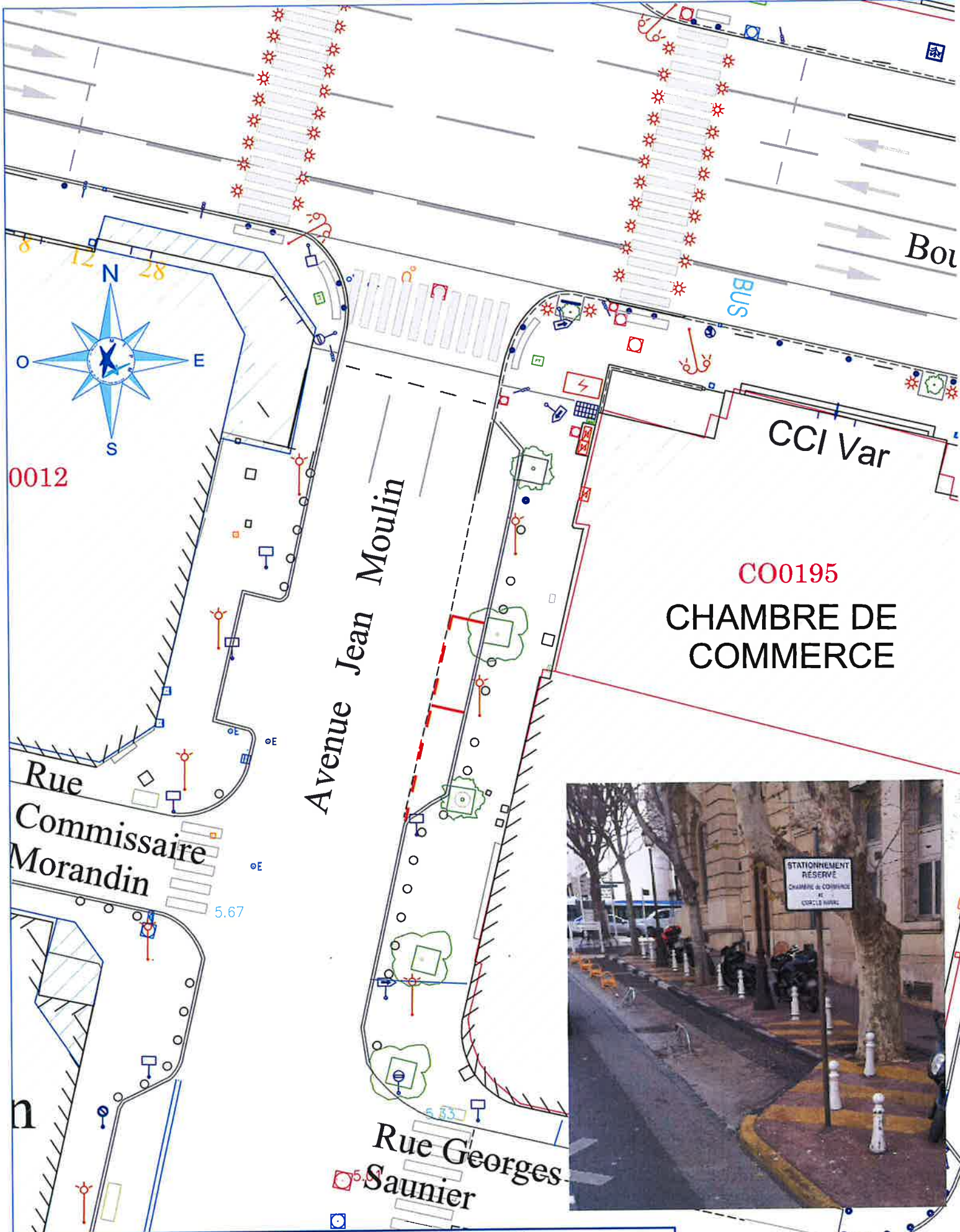
Le Directeur des Territoires  
De l'Immobilier et de  
l'Environnement  
Du Ministère des Armées

Sylviane BOURGUET

Pour le Directeur départemental des finances publiques

La chef du service local du Domaine du VAR

MC BELLUOT  
Inspectrice divisionnaire des finances publiques



MÉTROPOLÉ  
TOULON  
PROVENCE  
MÉDITERRANÉE

DGST Territoires et Proximité  
Antenne de Toulon - Le Revest  
Direction Infrastructures  
Service Maîtrise d'Œuvre

**COMMUNE DE TOULON**  
AVENUE JEAN MOULIN

Indice : 27/11/2023  
Dressé par : M. AMROUCHE  
Vérifié par : -  
Validé par : -

Ech : 1/200  
23 0XX

**PLAN D'ETAT DES LIEUX**

**2 PLACES RESERVÉES**

Document de travail : non contractuel

L'Oiseau de feu - 137 rue Henri Poincaré - 83000 TOULON - Tél. : 0494363477

**DOCUMENT  
DE TRAVAIL**

